

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Femme (France, Europe - tri en cours) > **Invitation à une Agora féministe : Dette illégitime, austérité, crash social (...)**

Invitation à une Agora féministe : Dette illégitime, austérité, crash social et Féminisme. Quels défis, quelles alternatives, quelles actions ?

jeudi 18 octobre 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2012).

Vous trouverez ci-jointe une invitation qui s'adresse aux réseaux et associations de femmes pour la participation à une Agora féministe européenne. Elle aura pour thème : « Dette illégitime, austérité, crash social et Féminisme : quels défis, quelles alternatives, quelles actions ? »

Cette Agora féministe se tiendra à Florence pendant l'événement « FIRENZE 10 +10 » du 8 au 11 NOVEMBRE à la FORTEZZA DA BASSO. Pour plus d'informations consultez : WWW.FIRENZE1010.EU

« Firenze 10+10 » se déroule dans la même ville que celle qui avait accueilli, dix ans plus tôt, le Forum Social européen de 2002. Ce Forum avait impulsé la mobilisation de millions de gens dans toute l'Europe contre l'intervention militaire en Irak.

Aujourd'hui, nous vivons des circonstances historiques très différentes. Les attaques sans pareil de la finance couplées à l'imposition des politiques d'austérités inhumaines bafouant nos droits les plus fondamentaux, nous ont appauvries à l'extrême. Face à des moyens financiers restreints, la participation massive des femmes à de telles rencontres internationales est de plus en plus difficile.

Cependant, il est plus que jamais urgent pour les mouvements de femmes de pouvoir se consulter et de passer à l'action.

L'objectif de cette Agora est de participer à la construction d'un nouveau processus unitaire féministe en Europe.

Lors de cette rencontre, nous pourrions organiser notre discussion à partir d'expériences de luttes face aux nouveaux défis, élaborer des nouvelles stratégies, aboutir à l'élaboration d'actions et de revendications communes.

Juste avant « Firenze 10 + 10 », durant deux semaines, du 22 octobre au 8 novembre 2012, des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de Belgique, de Grèce, d'Angleterre et de Hongrie auront sillonné les routes de France pour réaliser une série de meetings et de rencontres publiques sur ce même thème « Dette publique illégitime, austérité, crash social et Féminisme ».

Pourquoi, parmi d'autres propositions à venir, ne pas discuter aussi de l'organisation de telles tournées dans tous les pays d'Europe ?

Venez nombreuses rejoindre cette agora féministe européenne de Florence !

Contacts par pays :

France : Christiane Marty, christiane.marty454 orange.fr

Belgique : Christine Vanden Daelen, christine cadtm.org

Grèce : Sonia Mitralia, sonia.mitralia gmail.com

Hongrie : Morva Judit, morva.judit19 gmail.com

Espagne : Sylviane Dahan, vocaliadones gmail.com

Portugal : Magda Alves : magdaalv gmail.com

Pologne ; Monika Karbowska, mkarbowska free.fr

Angleterre : Felicity Dowling, feldowling yahoo.co.uk

Invitation

Dettes illégitimes, austérité, crash social et Féminisme

Quels défis, quelles alternatives, quelles actions ?

Nous invitons les réseaux, associations et initiatives des femmes en Europe à une Agora féministe. Elle se tiendra pendant « Firenze 10 +10 » du 8-11 Novembre à la Fortezza da Basso.

www.firenze1010.eu

Contre les pires régressions de nos droits, depuis la deuxième guerre mondiale, contre les politiques d'austérité, nous voulons lancer un processus de regroupement, discuter des nouveaux défis et élaborer des alternatives féministes. Construire un mouvement large et unitaire d'actions féministes pour une autre Europe, voilà notre but !

Appliquées sous la pression des marchés financiers, les politiques d'austérité se font sur un même modèle partout en Europe, celui d'une baisse drastique des dépenses publiques qui se traduit par des coupes dans les services publics, la protection sociale, les salaires, les pensions, parfois aussi par une hausse des impôts qui pèse majoritairement sur les populations pauvres. Ces mesures viennent compléter les politiques néolibérales de privatisations, de flexibilisation du marché du travail et de précarisation des relations salariales.

Les femmes sont les premières concernées par ces politiques d'austérité et ce pour plusieurs raisons :

- Du fait du démantèlement de l'État social, ce sont les femmes qui doivent, via une augmentation de leur travail non rémunéré et invisible, assurer les tâches de soins délaissées par l'État social. On assiste déjà à un véritable transfert des rôles et des responsabilités de l'État vers le privé et vers les femmes, augmentant leur travail gratuit, leur stress, leur dépendance et les violences envers elles, pénalisant leur droit à l'emploi et les repoussant dans leur « rôle traditionnel ».
- Les femmes composent l'essentiel de la main d'œuvre de l'État social et sont ainsi directement visées par les politiques d'austérité, par les baisses d'effectifs et de rémunération dans le secteur public.

- Elles sont également les premières usagères des services de l'État social dont l'existence est cruciale pour leur droit à l'emploi, leur participation au marché du travail et leur autonomie économique.
- La santé des femmes et surtout la santé sexuelle et reproductive leur permet d'exercer un contrôle sur leurs propres corps et dès lors, sur leur vie. Ce secteur de la santé publique est tout à fait fondamental pour la promotion effective de l'égalité des sexes. Or les mesures d'austérité en diminuent structurellement les financements.
- Moins de subsides publics sont également attribués à la prévention du VIH, aux centres d'IVG, aux planning familiaux, aux services de santé pré et post-nataux et aux soins de santé préventifs des femmes.

Ces politiques s'appuient sur la crise pour tenter de parachever le modèle néo-libéral, ce qui constitue une menace pour la démocratie et pour nos droits et aboutirait à une régression de civilisation. Retour au foyer, état d'extrême insécurité, de dépendance, de violence envers les femmes, exclusion de millions de femmes de l'accès aux besoins vitaux.

Face à cette situation, des femmes s'organisent. Dans plusieurs pays européens des réseaux d'organisations féministes souhaitent faire entendre leurs exigences et alternatives, construire la solidarité, construire un mouvement féministe européen de résistance contre l'austérité. Des initiatives ont déjà eu lieu et continuent avec des débats publics, l'organisation d'une tournée de militantes féministes internationales dans plusieurs pays européens, la production d'analyses et de publications diverses...

Refuser l'austérité, faire entendre nos propositions

Non seulement, les mesures d'austérité sont inacceptables socialement, mais elles sont également inefficaces du point de vue économique : présentées comme indispensables pour réduire les déficits publics et les dettes, elles initient au contraire un cercle vicieux : récession, augmentation des déficits publics, austérité, etc.

Des alternatives existent à ce crash social. Elles passent par la mise au pas de la finance et son contrôle démocratique. Elles passent aussi par la remise en cause de la dette publique illégitime, organisée par les collectifs d'audit citoyen qui existent dans différents pays.

Les gouvernements des pays européens n'ayant manifestement pas l'intention de refuser le dictat des marchés financiers ni l'austérité qu'ils imposent, nous ne devons compter que sur le rapport de force social qui sera établi par de fortes mobilisations pour imposer le changement. Mais il n'y aura pas de fortes mobilisations sans les femmes, qui représentent plus de la moitié de la population.

Pour lutter contre ces politiques d'austérité et concrétiser des propositions pour la mise au pas de la finance, pour élaborer un nouveau modèle de société en Europe, il faut que nous, femmes d'Europe, puissions nous rencontrer, discuter ensemble, débattre et agir ! En somme, il faut qu'on crée un processus européen unitaire de luttes féministes contre la dette illégitime et l'austérité généralisée.

Signatures :

- Magda Alves - Membre de l'association féministe portugaise UMAR
- Sylviane DAHAN « Dones d'Enllaç », Porte-parole femmes de la FAVB (Fédération d'Associations Vécinales de Barcelone)

- Christiane Marty, membre de la Commission Genre d'Attac et de la Fondation Copernic
 - Cathy Ménard, Commission femmes Solidaires Loiret
 - Sonia Mitralias, membre de l'Initiative des « Femmes contre la dette et les mesures d'austérité » et du « Comité grec contre la Dette »
 - Judit Morva, membre d'Initiative féministe européenne (IFE)
 - Marlène Tuininga, membre de la Marche mondiale des femmes (MMF) et de WILPF
 - Christine Vanden Daelen, membre du CADTM et de l'Initiative « Femmes contre la dette et les mesures d'austérité »
 - Felicity Dowling, Merseyside Women against the Cuts
-

Soutenez la tournée des féministes européennes en France !

« Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme »

Durant deux semaines, du 22 octobre au 8 novembre 2012, des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de Grèce, d'Angleterre et de la Hongrie sillonneront les routes de France pour réaliser une série de conférences et de rencontres publiques sur le thème « Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme ». Cette tournée réalisée avec l'aide des collectifs pour un audit citoyen visitera pas moins de 9 villes françaises ainsi que Genève. Elle débutera le 22 octobre à Paris pour se poursuivre à Orléans le 23, puis à Rennes le 24, ensuite elle gagnera Grenoble le 25 et rejoindra Genève le 26 octobre. Elle prendra son second souffle en se rendant le 5 novembre à Lyon, puis à Mende le 6, pour se diriger ensuite vers Marseille le 7 et se clôturer à Montpellier le 8 novembre. De là, des intervenantes de la tournée prendront le chemin de Florence pour y organiser une Agora féministe européenne contre la dette et les mesures d'austérité.

Cette tournée, une étape originale dans la contre-offensive féministe au système « dette »

La dette et les mesures d'austérité ne sont nullement neutres du point de vue du genre. Partout en Europe, les femmes paient le prix le plus élevé des politiques imposées en son nom, partout, elles en sont frappées en toute priorité dans tous les aspects de leur vie. Ce n'est dès lors nullement un euphémisme de déclarer que l'illégitimité de la dette est encore plus criante lorsqu'on est une femme ! Si elles ne perdent pas leur emploi suite aux licenciements massifs opérés dans les services publics, elles voient autant leurs salaires que leurs retraites ou allocations sociales diminuées. Condamnées à vivre toujours plus dans la pauvreté et la précarité, toute perspective d'accès à l'autonomie financière, pilier essentiel de leur émancipation, prend de plus en plus les atours d'une utopie. La destruction de l'Etat social, cible privilégiée de l'austérité néolibérale, impacte prioritairement les femmes. Désormais, c'est sur leurs épaules que reposent - via une augmentation de leur travail gratuit et invisible - les tâches de soins et de protection sociale délaissées par la fonction publique. On assiste ainsi à une véritable substitution des obligations sociales fondamentales de l'Etat vers le privé et donc vers les femmes. Les soins aux enfants, aux malades, aux personnes âgées et handicapées, aux jeunes en détresse et au chômage passent de la

responsabilité de l'Etat à celles des femmes avec tout ce que cela implique pour elles comme fatigue, stress, vieillissement prématuré et absence totale de temps pour souffler, s'occuper de leur propre personne ou participer aux affaires publiques. Les politiques d'austérité en pénalisant le droit à l'emploi rémunéré des femmes et en les obligeant à regagner la sphère privée pour y rendre leur rôle dit « traditionnel » de mère et/ou d'épouse au foyer sont de puissantes courroies de réactivation d'une idéologie patriarcale, conservatrice et complètement sexiste. De plus, ce retour en arrière est accompagné de mesures qui mettent en danger les droits les plus fondamentaux des femmes acquis de hautes luttes. Là où elle avait été conquise, la santé sexuelle et reproductive des femmes est menacée. Les coupes budgétaires imposées par les mesures d'austérité entravent le fonctionnement de ce secteur de la santé publique fondamental pour la promotion effective de l'égalité des sexes. Simultanément, moins de subsides sont attribués à la prévention du VIH, aux centres d'IVG, aux plannings familiaux, aux maternités et aux soins de santé préventif des femmes. Comment encore s'étonner que dans un tel contexte de régressions sociales augmentent la prostitution, le trafic des femmes et les violences ?!

Face à cette destruction en règle de tout ce qui fonde leur autonomie, des femmes s'organisent et travaillent leurs convergences. Dans plusieurs pays européens, de plus en plus de réseaux féministes s'engagent dans la lutte contre la dette et l'austérité et appellent à la réalisation d'audits de la dette publique qui intègrent autant une analyse des impacts des politiques d'austérité sur les femmes que leurs alternatives pour la construction d'un nouveau modèle social qui garantisse l'émancipation de toutes et de tous. La tournée des féministes européennes en France participe pleinement à ce processus. Elle entend renforcer les mobilisations féministes contre la dette illégitime et pour l'audit citoyen et constituer une étape structurante vers la mise en place autant au niveau local qu'international d'un front uni des féministes contre cette dette socialement mortifère et féminicide.

Cette tournée, une initiative inédite née de la synthèse entre la dynamique de mobilisation citoyenne des CAC et une nouvelle forme de militance féministe

La conception puis la concrétisation de cette tournée de militantes féministes européennes au sein des CAC de neuf villes françaises et de Genève est le résultat de la rencontre entre la détermination de militantes féministes de participer activement aux différents processus d'audit émergeant dans plusieurs pays européens et la volonté des membres des CAC d'intégrer la dimension féministe à leurs travaux et luttes.

Ainsi, non seulement, cette tournée permet à des dynamiques militantes jusque-là parallèles de devenir complémentaires mais en outre, en créant à la base, au sein des CAC, durant ces conférences et rencontres, l'interconnexion entre les luttes des mouvements sociaux, des organisations syndicales et des associations féministes, elle est somme toute susceptible de renforcer tout le mouvement de masse de résistance active à la dette, à l'austérité et à l'application du Pacte budgétaire en Europe. Au vu de ces potentialités, toute participation à la réussite de cette initiative consolidera la lutte solidaire de toutes les forces sociales contre le système néolibéral et ses conséquences socialement inacceptables et complètement injustes.

Cette tournée, un pas supplémentaire vers la construction d'un mouvement féministe populaire contre la dette et l'austérité en Europe

Parallèlement aux conférences sur le thème « Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme » réalisées en soirée au sein des CAC, des rencontres avec les différentes organisations féministes des villes visitées sont prévues afin de renforcer leurs connaissances sur la dette et ses mécanismes, de consolider les liens entre les associations féministes autant à un niveau local qu'international et d'établir des perspectives de travail communes pour développer les luttes des femmes contre la dette et les mesures d'austérité.

L'objectif étant de participer, en partant d'un niveau local, à la construction d'un mouvement de masse féministe européen, auto-organisé, acteur constitutif du renversement des rapports de force en faveur d'un nouveau modèle de société non plus au service des créanciers mais bien garant de la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux des peuples et des femmes. Les nombreuses perspectives que renferme cette initiative ont déjà motivé la réalisation de tournées féministes similaires en Espagne et en Angleterre dans les mois à venir.

Cette tournée nécessite votre solidarité financière !

La tournée des féministes européennes en France a évidemment un coût (billets internationaux, trajets en train en France). Nous avons chiffré à 3.500€ le prix à déboursier pour les seuls transports, les CAC locaux prendront en charge l'hébergement et la nourriture des intervenantes ainsi que les locations des salles de réunions.

Des organisations membres ou soutenant le Collectif national d'Audit Citoyen ont déjà été sollicitées et plusieurs réponses commencent à arriver. Or, plus tôt, nous serons en capacité de commander les billets de transport internationaux moins leur coût sera important.

Il vous est dès à présent possible de soutenir financièrement, en tant qu'individu-e-s ou association, cette initiative sans précédent en France et en Europe et nous vous en remercions d'avance. Même les petites sommes seront bien entendu les bienvenues...

Sonia Mitralias, Comité Grec contre la dette ([sonia.mitralia gmail.com](mailto:sonia.mitralia@gmail.com))

Christiane Marty, militante d'ATTAC France ([christiane.marty454 orange.fr](mailto:christiane.marty454@orange.fr))

Pascal Franchet, vice président du CADTM France ([snadgifranchet wanadoo.fr](mailto:snadgifranchet@wanadoo.fr))

Christine Vanden Daelen, CADTM Belgique et militante Marche Mondiale des femmes ([christine cadtm.org](http://christine.cadtm.org))

Pour la France, vous pouvez envoyer votre contribution à Damien Millet, CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150, Jargeau (avec comme mention au verso du chèque « tournée féministe France »).

Pour la Belgique, vous pouvez adresser un virement au compte du CADTM Belgique : BE06 0012 3183 4322 avec comme communication « tournée féministe France »
